

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/COMTD/W/28/Add.2

6 août 1997

(97-3326)

Comité du commerce et du développement

PREPARATIFS EN VUE DE LA REUNION DE HAUT NIVEAU SUR LES PAYS LES MOINS AVANCES: MISE A JOUR

Note du Secrétariat

Addendum

I. CADRE INTEGRE POUR L'ASSISTANCE TECHNIQUE

1. Les secrétariats de l'OMC et de la CNUCED procèdent conjointement à des consultations informelles concernant le projet de *Cadre intégré pour l'assistance technique*¹, en vue de son adoption par la Réunion de haut niveau. Les consultations se poursuivront en septembre.

II. TABLES RONDES PAR PAYS

2. Au 31 juillet, 21 PMA avaient indiqué qu'ils allaient, comme le leur demandait le Directeur général, dans sa lettre du 7 mai, procéder à une évaluation globale de leurs besoins de coopération technique liée au commerce. Il s'agit des pays suivants: Bangladesh, Bénin, Cap-Vert, Comores, Djibouti, Ethiopie, Gambie, Guinée, Haïti, Madagascar, Mauritanie, Mozambique, Népal, Ouganda, République centrafricaine, Sao Tomé-et-Principe, Soudan, Tanzanie, Tchad, Togo, Zambie. Des dispositions ont été prises par les six organisations intergouvernementales directement associées à la préparation de la Réunion de haut niveau² afin de fournir une assistance technique aux PMA qui le demandent pour pouvoir mener à bien leur évaluation.

3. Plusieurs délégations ayant demandé des précisions, l'approche adoptée pour la préparation des tables rondes par pays est décrite de manière plus détaillée dans les paragraphes ci-dessous. Elle pourra être ajustée en fonction des besoins à la lumière de l'établissement du *Cadre intégré pour l'assistance technique*.

Préparation de l'évaluation

4. Tous les PMA ont été invités à faire une évaluation globale de leurs besoins de coopération technique liée au commerce, à classer leurs besoins par rang de priorité, et à signaler lesquels de ces besoins sont déjà satisfaits par des organisations intergouvernementales multilatérales ou régionales ou par leurs partenaires bilatéraux de développement. Chaque PMA doit assumer la responsabilité de l'évaluation de ses propres besoins de coopération technique liée au commerce, afin que ce processus

¹Le projet de *Cadre intégré* a été distribué sous la cote LDC/HL/2, du 19 juin 1997; des exemplaires peuvent en être obtenus auprès des secrétariats de l'OMC et de la CNUCED.

²Ces six organisations, évoquées ici et plus loin dans le texte, sont le FMI, le CCI, la CNUCED, le PNUD, la Banque mondiale et l'OMC.

soit bien guidé par la demande et qu'il bénéficie de l'adhésion totale du gouvernement concerné; néanmoins, un PMA peut demander une aide à l'une quelconque des six organisations concernées pour réaliser cette évaluation.

Examen des évaluations

5. Une fois que l'évaluation des besoins aura été réalisée, elle devra être examinée par les six organisations concernées au cours d'une réunion interinstitutions. Ces réunions auront pour objectif:

- a) de permettre aux six organisations d'apprécier collectivement les besoins globaux de coopération technique liée au commerce de chaque PMA, de déterminer les besoins prioritaires, et de voir lesquels de ces besoins font l'objet d'activités d'assistance technique réalisées ou prévues par des organisations intergouvernementales multilatérales ou régionales ou les partenaires bilatéraux du pays en question;

Pour faciliter cette dernière tâche, et pour compléter le cas échéant les informations fournies par le PMA, les six organisations concernées font l'inventaire des activités d'assistance technique liée au commerce qu'elles exécutent actuellement dans les PMA et un certain nombre d'organisations intergouvernementales multilatérales et régionales ont été priées de fournir des informations similaires³; ces informations seront présentées dans des documents de référence mis en distribution générale pour la Réunion de haut niveau. L'inventaire des activités collectives des six organisations sera mis à jour régulièrement; les autres organisations intergouvernementales multilatérales et régionales seront invitées à nous tenir informées de leurs activités d'assistance technique liée au commerce dans les PMA.

- b) de déterminer laquelle des six organisations, individuellement ou conjointement avec d'autres, est le mieux en mesure, compte tenu de son mandat et de son expérience, de fournir l'assistance technique liée au commerce nécessaire pour répondre aux besoins identifiés par le PMA concerné, ainsi que la meilleure manière d'organiser et d'échelonner cette assistance. L'échelonnement de l'assistance technique fournie par une organisation donnée peut être influencé, entre autres, par la disponibilité des ressources financières.

6. Les résultats des consultations interinstitutions sont communiqués au PMA concerné et examinés avec lui, afin de veiller à ce qu'ils répondent bien à ses besoins et priorités. De son côté, le PMA est prié de confirmer quels ministère et/ou fonctionnaire seront responsables au niveau local de la collaboration aux activités d'assistance technique, ainsi que de la coordination de la mise en oeuvre et du suivi.

Tables rondes par pays

7. Une table ronde sera organisée pour chaque PMA qui le souhaite: le pays concerné présidera les débats. Le document de base pour cette réunion sera l'évaluation réalisée par le pays et la réponse apportée par les six organisations, sous la forme d'un premier programme spécifique pluriannuel

³Banque africaine de développement, Agence de francophonie, Banque asiatique de développement, Secrétariat du Commonwealth, FAO, Banque islamique de développement, ONU/CEA, ONU/CESAP, ONUDI, Organisation mondiale des douanes et OMPI. On a demandé au Secrétariat de l'OCDE de voir dans quelle mesure il pourrait être possible d'obtenir régulièrement des informations complémentaires sur les activités d'assistance technique liée au commerce réalisées sur un plan bilatéral par les Etats membres de l'OCDE.

d'assistance technique liée au commerce. Les documents pertinents seront distribués à toutes les parties intéressées au moins trois semaines avant la table ronde.

8. Il appartiendra au PMA concerné de choisir les personnes qui, outre les représentants des six organisations, participeront à la table ronde. On pourrait notamment inviter d'autres organisations multilatérales et régionales ainsi que les partenaires bilatéraux de développement qui s'intéressent à ce processus et qui pourraient contribuer à satisfaire les besoins identifiés d'assistance technique liée au commerce pour lesquels rien n'est prévu.

9. Un certain nombre de tables rondes pilotes seront organisées à l'occasion de la Réunion de haut niveau en octobre 1997, pour les pays qui auront réalisé l'évaluation de leurs besoins, pour lesquels les organisations auront élaboré un programme spécifique d'assistance technique et qui répondront en outre aux critères définis par le Président du Sous-comité des pays les moins avancés de l'OMC à la réunion du 26 juin.⁴

10. Après la Réunion de haut niveau, d'autres tables rondes par pays seront organisées pour les PMA qui le souhaitent. Elles auront lieu dès que les préparatifs nécessaires auront été effectués.

Octroi d'une assistance technique liée au commerce

11. Sur la base des résultats de la table ronde, chacune des six organisations examinera et arrêtera avec le gouvernement du PMA concerné les modalités précises d'assistance technique selon lesquelles elle réalisera les activités dont elle est responsable dans le cadre intégré. Il appartiendra à chaque organisation de trouver les ressources financières nécessaires pour respecter les engagements qu'elle aura pris en la matière.

III. PREPARATION DES TABLES RONDES THEMATIQUES

12. Les grandes lignes des deux tables rondes thématiques qui auront lieu au cours de la Réunion de haut niveau, parallèlement aux tables rondes par pays, ainsi qu'une liste de participants éventuels, ont été provisoirement arrêtées (voir Appendice 1 à la présente note). Une séance de réflexion sera organisée par la CNUCED en septembre pour examiner cette ébauche et préparer les débats des tables rondes en octobre.

IV. INVITATIONS A PARTICIPER A LA REUNION DE HAUT NIVEAU

13. Les Ministres du commerce de tous les pays les moins avancés ont été invités à participer à la Réunion de haut niveau (voir Appendice 2 à la présente note).

V. COLLOQUE D'ONG

14. Outre les ONG dont la liste figure dans le document WT/COMTD/W/28/Add.1, la Chambre de commerce internationale (France), Global Traders (Suisse) et WASME (Inde) ont été invités à participer au colloque d'ONG qui se tiendra les 25 et 26 septembre.

⁴Voir paragraphe 5 du document WT/COMTD/LLDC/M/7.

APPENDICE 1

30 juillet 1997

Tables rondes thématiques organisées dans le cadre de la Réunion de haut niveau
sur les pays les moins avancés
Thèmes, recommandations et participants proposés

Thème A

Développer la capacité d'échanges des PMA

- i) "Environnement économique dans lequel s'inscrit la réforme commerciale dans les PMA"
- ii) "Renforcement des capacités humaines et institutionnelles dans les PMA"
- iii) "Renforcement des services d'appui aux échanges dans les PMA"
- iv) "Besoins en matière d'infrastructure liée au commerce dans les PMA"

Participants éventuels:

Ministre d'un PMA

M. Ali Bourhane, co-Doyen du Conseil des administrateurs, Banque mondiale
Représentant de la Société suisse de développement

M. Gautam Kaji, Directeur général, Opérations, Banque mondiale

M. D. Bélisle, Directeur exécutif, CCI

Haut fonctionnaire du PNUD (M. G. Speth si possible)

Fonctionnaire du FMI

Un des six hommes d'affaires éminents (voir liste ci-dessous)

Recommandations:

Aux PMA:

Aux institutions:

Aux autres partenaires de développement:

Thème B

Encourager l'investissement dans les PMA

- i) "Eléments des meilleures pratiques internationales pour attirer les investissements étrangers dans les PMA"
- ii) "Participation du secteur privé à l'investissement dans les infrastructures des PMA"
- iii) "Stratégie industrielle et commerciale durable dans les PMA"

Participants éventuels:

Ministre d'un PMA

M. Jemal-Ud-Din Kassum, Vice-Président, (Investissements), SFI

M. John Robinson, Vice-Président, chargé de la politique, Agence canadienne de développement international (ACDI)

Un des six hommes d'affaires éminents (voir liste ci-dessous)

Recommandations:

Aux PMA:

Aux institutions:

Aux autres partenaires de développement:

Liste des hommes d'affaires éminents invités à participer à la Réunion de haut niveau

M. Reginald Mengi, Chairman, IPP Limited (Tanzanie)

M. H. Maucher, Président, Nestlé S.A. (Suisse)

M. Hideya Taida, Responsable de la stratégie, Marubeni Corporation (Japon)

M. Abdul Awal Mintoo, Président de l'Association patronale du Bangladesh (Bangladesh)

M. Hans J. Smith, Executive Chairman, Iscor Limited (Afrique du Sud)

M. Ratan Tata, Chairman, Tata Iron and Steel Co. Ltd. (Inde)

APPENDICE 2

**CONFERENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE
DEVELOPPEMENT**

Bureau du Secrétaire général
Téléphone: 41-22-907 12 34
Téléfax: 41-22-907 00 57

**ORGANISATION MONDIALE DU
COMMERCE**

Bureau du Directeur général
Téléphone: 41-22-739 51 00
Téléfax: 41-22-739 54 60

**CENTRE INTERNATIONAL DU COMMERCE
CNUCED/OMC**

Bureau du Directeur exécutif
Téléphone: 41-22-730 04 41
Téléfax: 41-22-730 05 75

Monsieur/Madame le Ministre,

Nous avons le plaisir d'inviter votre Gouvernement à participer à la Réunion de haut niveau sur les mesures intégrées en faveur du développement du commerce des pays les moins avancés, qui se tiendra à Genève les 27 et 28 octobre 1997. M. Ruggiero vous a donné des renseignements sur cette réunion dans sa lettre du 7 mai 1997. Depuis, la plupart des arrangements concernant cette réunion ont été convenus et les préparatifs progressent bien. Vous trouverez ci-joint des précisions sur la structure de cette réunion et les principaux points qui y seront examinés. Nous tenons tout particulièrement à ce que la Réunion de haut niveau produise des résultats tangibles qui aideront les pays les moins avancés à accroître leur participation au commerce international et au système commercial multilatéral.

L'ordre du jour provisoire et la description de la structure de la Réunion de haut niveau sont joints à la présente lettre.⁵ Cette réunion comportera trois grands volets.

Un des principaux points examinés sera celui de l'amélioration de l'accès aux marchés pour les produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays les moins avancés. Cela reflète l'importance donnée à la question de l'accès aux marchés dans le Plan d'action global et intégré de l'OMC en faveur des pays les moins avancés que les Ministres ont adopté à Singapour en décembre 1996 ainsi que les conclusions et recommandations de l'Examen global à mi-parcours de la mise en oeuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés et les résultats de la neuvième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Récemment, M. Ruggiero a écrit à un grand nombre de Ministres du commerce de pays Membres de l'OMC pour les encourager à améliorer l'accès à leurs marchés pour les importations en provenance des pays les moins avancés à l'occasion de la Réunion de haut niveau. Nous espérons que beaucoup d'entre eux seront en mesure de faire un geste important à cet égard en octobre.

L'assistance technique liée au commerce, y compris pour le renforcement des capacités humaines et institutionnelles constitue le deuxième grand thème de la Réunion de haut niveau. Les six organisations intergouvernementales concernées par le commerce des pays les moins avancés (FMI, PNUD, Banque mondiale, CCI, CNUCED et OMC) combineront leurs efforts avec ceux de ces pays. L'objectif est

⁵L'ordre du jour provisoire figure à l'Appendice 1 du document WT/COMTD/W/28/Add.1 du 24 juillet 1997.

que ces organisations mettent au point un cadre intégré pour l'assistance technique afin d'aider les pays les moins avancés dans leurs échanges et leurs activités liées aux échanges et d'appliquer ce cadre de manière à répondre aux besoins définis par chacun de ces pays. Suite à l'invitation lancée par M. Ruggiero le 7 mai aux Ministres du commerce de tous les pays les moins avancés, des fonctionnaires des organisations concernées travaillent en étroite coopération avec un certain nombre de ces pays, à leur demande, pour les aider à faire une évaluation globale de leurs besoins d'assistance technique liée au commerce et pour pouvoir répondre de manière intégrée à ces besoins. Dans les cas où ce travail aura pu être achevé avant octobre, ses résultats feront l'objet d'une série de tables rondes par pays au cours de la Réunion de haut niveau. Ces tables rondes devraient être intéressantes non seulement pour le pays directement concerné et pour ses partenaires de développement, mais également pour d'autres pays qui bénéficieront à l'avenir de cette nouvelle approche intégrée de l'assistance technique liée au commerce. Nous tenons à souligner que toutes les organisations associées à ce processus sont résolues à le poursuivre après la Réunion de haut niveau pour répondre aux demandes déjà formulées ou qui seront formulées ultérieurement par les pays les moins avancés afin que leurs besoins en matière d'assistance technique liée au commerce soient pris en compte de manière intégrée et d'assurer le suivi des cas dans lesquels le cadre intégré est déjà appliqué.

Le troisième volet de la Réunion de haut niveau comportera deux points considérés comme cruciaux pour améliorer la participation des pays les moins avancés au commerce international: "Développer la capacité d'échanges dans des pays les moins avancés" et "Encourager l'investissement dans les pays les moins avancés". Ces points seront examinés au cours de deux tables rondes thématiques qui se tiendront parallèlement aux tables rondes par pays décrites ci-dessus. On s'attachera, au cours de ces tables rondes thématiques, à permettre aux représentants des pays les moins avancés de formuler leurs préoccupations et à faire en sorte que d'éminents hommes d'affaires connaissant bien la situation des pays les moins avancés participent aux échanges de vues afin d'y apporter leurs expériences, leurs idées et leurs connaissances. Les tables rondes thématiques devraient permettre à la Réunion de haut niveau de formuler des recommandations concrètes sur la manière d'accroître la participation des pays les moins avancés au commerce international et de promouvoir l'investissement dans ces pays.

Nous sommes convaincus que la Réunion de haut niveau constituera pour les organismes intergouvernementaux et pour les milieux d'affaires une occasion unique d'apporter leur soutien aux efforts des pays les moins avancés afin d'accroître la participation de ces pays au commerce international et de parvenir à résoudre les principaux problèmes qui les empêchent de devenir des nations commerçantes viables. Nous espérons que votre gouvernement aura la possibilité de se faire représenter à cette réunion par de hauts fonctionnaires et nous serions honorés que vous puissiez y participer en personne. Veuillez nous faire connaître dans les plus brefs délais la composition de votre délégation. Des fonds sont disponibles pour aider les gouvernements des pays les moins avancés à financer la participation de leurs délégations à la Réunion de haut niveau. Nous serons heureux de vous fournir de plus amples informations sur ce point, ou sur tout autre aspect de la Réunion de haut niveau, si vous le souhaitez.

Veuillez agréer, Monsieur/Madame le Ministre, l'expression de notre très haute considération.

Renato Ruggiero
Directeur général

Rubens Ricupero
Secrétaire général

Denis Bélisle
Directeur exécutif